HAMID TEMMAR SE POSITIONNE :

«Rebrab a raison quand il dénonce les blocages de ses investissements»

Invité à commenter les récentes amabilités échangées entre le ministre de l'Industrie Abdesselam Bouchouareb et le patron de Cevital, Issad Rebrab, l'ex-ministre de l'Industrie et ancien conseiller du Président Bouteflika, Hamid Temmar, qui était hier l'hôte de l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira dans le cadre des cycles pédagogiques initiés par le département des sciences économiques, a refusé dans un premier temps de sortir du cadre universitaire dans lequel il se trouvait et où il faisait la promotion de son livre paru sous forme de quatre tomes et ayant trait aux politiques économiques adoptées depuis l'indépendance à nos jours.

Toutefois, il précisera qu'en tant qu'universitaire et en tant que professeur d'économie, «si vous me posez la question sur les arguments présentés par le ministre et par Rebrab et qui du ministre ou de Rebrab a raison dans ces arguments, je vous dirai sans détour que Rebrab a raison de dénoncer les blocages de ses investissements et ceux des IDE». «Quant à vous dire si le ministre avait raison quand il dit qu'il n'a pas donné d'autorisation ou que Rebrab a triché pour gagner de l'argent, ça, c'est leur problème», dira le conférencier qui confiera qu'il entretenait de très bonnes relations avec le patron de Cevital. Cependant, et comme pour lancer certaines piques à l'actuel ministre de l'Industrie, M. Temmar dira que «ce que je peux dire encore sur cette question est que, si j'étais à la place de Bouchouareb, j'inviterais Rebrab à s'impliquer et investir dans l'industrie lourde, seule à même de booster l'économie nationale dans un domaine jusque-là exclusivement réservé à l'Etat alors qu'il est temps pour l'ouvrir au privé, y compris en revoyant le fameux 51/49 qui bloque les IDE».

Sur ce dernier point, à savoir la règle du 51/41, l'ex-ministre Temmar en fera même son cheval de bataille tout au long de sa conférence qui aura duré quand même près d'une heure et demie, pour expliquer que si cette barrière qui pénalise le pays et nous prive depuis toujours des IDE n'est pas levée, l'Algérie ira droit au mur.

Le conférencier, qui s'est longuement étalé sur les différentes étapes de l'économie algérienne depuis l'indépendance, et tout en rappelant son «attachement aux valeurs sociales et aux acquis du peuple, de par mon passé révolutionnaire au sein du MALG mais également de par les souffrances que j'avais vécues au même titre que tous les Algériens quand l'Algérie était sous le joug du colonialisme», dira que même la politique sociale de notre pays devra être revue afin que les aides et les subventions aillent seulement aux nécessiteux.

Y. Y.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Lancement des travaux d'extension de l'unité de production Novo Nordisk de Oued Aïssi

Avec l'extension de son unité d'Oued Aïssi (Tizi-Ouzou) de production de médicaments antidiabétiques de forme sèche, le géant danois Novo Nordisk affiche ses ambitions pour le marché algérien dans sa gamme spécifique de produits antidiabétiques.

«Novo Nordisk s'inscrit dans la politique de substitution à l'importation», prônée par le gouvernement algérien, selon M. Jean- Paul Digy, vice-président la région Afrique de Novo Nordisk qui a pris part à la cérémonie inaugurale des travaux d'extension de l'usine avec les autorités de la wilaya de Tizi-Ouzou et de Mme Kharfi Rabéa, secrétaire générale au ministère de la Santé, et de M. Rezgui Ali, secrétaire général du ministère de l'Industrie.

Les capacités de production de l'unité d'Oued Aïssi dans sa nouvelle configuration permettront d'augmenter les capacités de production de l'entreprise afin de couvrir les besoins du marché domestique pour pouvoir, ensuite, exporter vers les marchés africain et européen, selon J-P Digy. «L'Algérie est dans le top 10 des pays pivots dans la stratégie de développement de Novo Nordisk», dira-t-il, faisant part du projet de la production, en Algérie, de toutes les molécules fabriquées en Europe par les laboratoires Novo Nordisk dont le portefeuille de production, en Algérie, dans sa gamme de spécialités, est de 12%, escomptant d'atteindre les 20% avec l'extension de l'unité de Oued Aïssi. 10 millions d'euros ont été investis dans l'opération d'agrandissement de ladite unité dont la production d'antidiabétiques oraux a débuté en 2008.

En 2014, la quantité d'ADO produite a répondu à la demande de 500 000 diabétiques en Algérie qui compte 1, 65 million de diabétiques. Il a été enregistré 14 000 décès prématurés en 2014, pour cause de diabète qui constitue la 6e cause de mortalité prématurée.

Des chiffres sous-estimés, du fait que le diabète constitue une maladie silencieuse et peu dépistée mais suffisamment importante pour initier une politique de prévention dans laquelle le géant danois s'investit aux côtés des autorités sanitaires du pays, dans le cadre de la charte de responsabilité sociale.

Objectif, diminuer le taux de prévalence de la maladie, selon J.-P. Digy qui annonce que l'entreprise danoise allait renforcer sa présence en Algérie, à travers des investissements sur les sites où il est déjà présent ou dans le cadre de son partenariat avec Saidal, l'opérateur public de l'industrie pharmaceutique.

Ainsi, dans le cadre de ce partenariat avec le groupe Saidal, il est prévu la mise en place d'une ligne d'assemblage de stylos pré-remplis (pour insuline de dernière génération et analogues du GPL61). «Ces projets industriels feront de l'Algérie une plateforme mondiale de biotechnologie couvrant les besoins actuels en médicaments antidiabétiques de formes sèche, insuline conventionnelle…», informe Novo Nordisk. Intervenant à leur tour, les représent0ants des ministères de la Santé et de l'Industrie surferont sur le discours ambiant, mettant l'accent sur l'importance d'encourager la production nationale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. «L'objectif est de réduire la facture d'importation de médicaments», dira le SG du ministère de l'industrie M. Rezgui Ali pour qui la réalisation d'investissements du genre de celui mis en place par Novo Nordisk ou en partenariat entre les opérateurs nationaux et étrangers s'inscrit dans cette optique. «Beaucoup d'efforts restent à faire pour réduire la facture d'importation des médicaments et qui est tirée vers le bas par les maladies qui nécessitent une prise en charge lourde», dira M. Oumellal, directeur des entreprises du secteur public au ministère de l'Industrie qui annonce que de nombreux projets d'investissements sont en cours de réalisation, notamment dans le domaine de la production de médicaments. Seize milliards de dinars ont été dégagés par l'Etat dans un programme de mise à niveau d'unités de production de médicaments déjà existantes ou pour la réalisation d'autres unités ; le financement de laboratoires ou de centres de recherche, selon le même responsable.

S. A. M.

LARS REBIEN SØRENSEN, PRÉSIDENT MONDE DE NOVO NORDISK, AU *SOIR D'ALGÉRIE* :

«Le gouvernement algérien nous soutient dans notre politique de développement industriel»

Le Soir d'Algérie : **Vous avez rencontré les autorités algériennes, quel était l'ordre du jour ?**

Lars Rebien Sørensen : Nous avons rencontré le Premier ministre, le ministre de la Santé et le ministre de l'Industrie pour exposer notre politique industrielle du développement industriel en Algérie, que ce soit au niveau de notre usine de fabrication de comprimés antidiabétiques à Tizi-Ouzou ou au niveau de notre partenariat industriel avec le groupe Saidal pour la production locale d'insuline conventionnelle ou de l'insuline moderne en cartouche. En dehors de ces discussions nous avons parlé de notre politique de développement en matière de dépistage ou de prévention à travers les activités que nous avons déjà avec le ministère de la Santé ou les activités que nous allons développer ensemble dans le futur.

Avez-vous parlé des projets à développer dans le futur ?

Nous avons surtout clarifié le développement de notre usine de production de comprimés à Tizi-Ouzou avec l'extension de la gamme à la production de Novonorm, pour pouvoir passer à partir de l'année prochaine de l'importation vers la production locale, nous allons aussi intégrer ultérieurement les cartouches avec des stylos jetables qui seront produits dans une usine que nous allons développer en Algérie et nous avons demandé de l'aide par rapport aux aspects liés à la bureaucratie et à l'importation des matières premières.

Le gouvernement a-t-il été réceptif ?

Nous avons exprimé notre souhait au ministre

Photo : DR

Lars Rebien Sørensen.

de la Santé d'étendre notre partenariat industriel et sa réponse était très favorable à la fois dans la politique industrielle et l'extension de partenariat à responsabilité sociale. Idem pour le ministre de l'Industrie qui nous a fait part de son soutien à notre politique industrielle, mais qui nous a fait également comprendre que nous ne sommes pas les seuls à vouloir intégrer le marché algérien dans le domaine de l'insuline et de faire nos activités de partenariat le plus rapidement possible dans le domaine de développement industriel et le Premier ministre nous a demandé d'accompagner le ministre de la Santé dans sa politique de lutte contre les maladies non transmissibles, notamment le diabète.

Novo Nordisk passe à un nouveau statut en Algérie...

Notre statut de producteur local va nous permettre d'avoir les mêmes délais d'enregistrement octroyés aux producteurs locaux et de passer d'une période de cinq ans à six mois. Ceci aura un avantage gagnant-gagnant pour la société et pour les patients qui pourront bénéficier plus rapidement des innovations thérapeutiques qui sont enregistrées et développées dans les pays européens ou américains.

L'extension de l'usine de Tizi-Ouzou répond-elle au besoin de croissance du marché ou est-ce dans l'objectif de pouvoir exporter ?

Aujourd'hui nous satisfaisons les deux tiers du marché local ; nous pouvons satisfaire l'intégralité du marché local en metformine, nous produisons 600 millions de comprimés annuellement mais nous avons étendu notre capacité industrielle pour passer à la production de 1 milliard de comprimés par an pour également l'exportation vers les pays africains d'abord, ensuite les pays voisins et l'ensemble des pays où le besoin est exprimé.

Novo Nordisk aura-t-elle l'exclusivité de la commercialisation de l'insuline en Algérie ?

Nous envisageons que notre investissement va attirer d'autres firmes pharmaceutiques à faire de même et la concurrence est une bonne chose pour offrir un choix thérapeutique aux patients et aux professionnels de la santé.

Cependant, vu notre investissement qui date depuis longtemps en Algérie dans le domaine du diabète et notre partenariat avec le groupe Saidal, il est clair qu'il faudra du temps pour les autres firmes pour qu'elles puissent être à un niveau comparable d'investissement et de réalisation industrielle.

Novo Nordisk sera-t-il le premier laboratoire exportateur de princeps en Algérie ?

Je pense que nous allons être les premiers exportateurs de l'Algérie de la molécule princeps, en tout cas dans le domaine du diabète, mais dans d'autres domaines thérapeutiques je ne peux pas être certain.

Plusieurs dates ont été annoncées puis reportées, pour l'ouverture de l'usine.

Oui, mais aujourd'hui c'est un engagement que nous avons fait avec le groupe Saidal pour le réaliser d'ici la fin du mois de décembre et mettre sur le marché algérien les premiers flacons de l'insuline locale aux normes internationales, d'ici le premier semestre 2016.

Quel est le montant de l'investissement de Novo Nordisk dans l'usine de l'insuline de Constantine ?

Notre part d'investissement est de trois millions d'euros qui est dégagée uniquement pour la partie engineering et du savoir-faire. Pour l'équipement, c'est Saidal qui le réalise.

L'absence d'une représentation diplomatique ne vous défavorise pas par rapport à vos concurrents !

Nous allons œuvrer pour que le Danemark ait sa représentation en Algérie, mais en attendant nous nous considérons en tant qu'ambassade du Danemark en Algérie.

Propos recueillis par S. A.